



# DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

## Programme Départemental d'Insertion 2024-2026

### Appel à projets départemental *Objectif Emploi*

#### Annexe 1 CAHIER DES CHARGES ET NOTICE CONTEXTUELLE

Politique en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social

*Date de lancement de l'appel à projets*  
**1<sup>er</sup> septembre 2023**

*Date limite de dépôt des candidatures*  
**13 octobre 2023**

## *Préambule*

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008, généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA), a clairement défini les objectifs d'accompagnement de ses bénéficiaires, en priorisant l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi. Les modalités de mise en œuvre des parcours d'insertion relèvent de la compétence du Conseil Départemental, au travers du dispositif d'orientation dont il a la charge.

Le Programme Départemental d'insertion (PDI) définit la politique du Conseil Départemental en matière d'insertion, d'accompagnement social et professionnel, en recensant les besoins et en programmant des actions d'insertion sur l'ensemble du territoire.

## *Éléments de contexte*

Le Département de Tarn-et-Garonne recense 6068 Bénéficiaires du RSA au mois de mai 2023. Fort de ce constat, pour atteindre une dynamique générale de retour vers l'emploi des bénéficiaires du RSA et proposer des parcours d'insertion cohérents, adaptés et personnalisés, le Département a choisi de développer des dispositifs d'accompagnement renforcé et de proposer une offre d'insertion clairement orientée vers l'accès à l'emploi, et ainsi la sortie du dispositif RSA. Cela passe par l'amélioration et l'efficacité des parcours, dès l'entrée au RSA, pour augmenter les chances de sortie durable vers l'emploi. Ainsi, pour développer les sorties, il y a nécessité de pouvoir mettre en place, de manière rapide, un parcours d'insertion dynamique et continu.

## *Éléments de vigilance*

Cet appel à projet relatif à un axe du Programme Départemental d'Insertion peut être réinterrogé au cadre des évolutions réglementaires nationales en cours qui devraient être légiférées début 2024 : Le projet de loi « Plein Emploi » vise à renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des bénéficiaires du RSA en fluidifiant leur parcours, dans le cadre d'un unique contrat d'engagement. À cette fin, il prévoit de rassembler les acteurs du service public de l'emploi et de l'insertion dans un réseau "France Travail", au sein duquel Pôle emploi serait transformé en **opérateur France Travail**. Ainsi, concernant les **bénéficiaires du RSA**, le projet de loi propose de :

- les inscrire automatiquement sur la liste des demandeurs d'emploi ;
- renforcer leur **accompagnement** dans le cadre d'un contrat d'engagement adapté à leur situation sociale et professionnelle ;
- instaurer une sanction de "suspension-remobilisation".

### **1 – Acteurs visés par l'opération**

Sont visés par l'opération les acteurs de l'offre territoriale d'insertion (associations publiques ou privées, chantiers ou ateliers d'insertion par l'activité économique, entreprises privées) spécialisés dans l'accompagnement des publics fragiles et répondant aux objectifs fixés dans le présent appel à projets. Les porteurs de projet devront être en capacité de collecter des informations, de les analyser et de poser un diagnostic. Une bonne connaissance de l'environnement économique et social du territoire est exigée, ainsi que la capacité à conventionner avec les acteurs économiques du territoire pour la phase d'immersion.

## **2 – Public visé**

Seront concernées les personnes bénéficiaires du RSA, soumises à droits et devoirs, avec un focus particulier sur un public cible : les primo-entrants dans le dispositif RSA.

## **3 – Objectifs**

**Finalité :** Proposer un accompagnement renforcé afin de permettre aux bénéficiaires du RSA de valider un projet professionnel et d'atteindre leurs objectifs d'accès ou de retour à l'emploi durable, vers les métiers en tension identifiés et sortir du dispositif RSA. L'ensemble des objectifs suivant doit être travaillé :

- Présenter et valoriser les métiers en tension (agriculture, transport et logistique, aide à la personne et à la collectivité, installation du numérique, hôtellerie-restauration, vente et grande distribution, construction) par le biais de supports visio, visites en entreprise et intervention de chefs d'entreprise ;
- Définir et valider un projet professionnel en cohérence avec les réalités du bassin d'emploi sur chacun des territoires du Département, ou identifier le besoin de formation en vue de l'emploi visé ;
- Créer des parcours d'insertion orientés vers les métiers en tension, dans une perspective d'accès à l'emploi durable ;
- Travailler la levée d'accès à l'emploi et orienter si besoin, via le prescripteur, vers les autres opérateurs du PTI et du PDI ;
- Préparer concrètement aux compétences et savoirs-être attendus par les entreprises du territoire ;
- Travailler sur l'acquisition, le perfectionnement et l'utilisation d'un langage technique et professionnel, afin d'améliorer l'employabilité vers des secteurs d'activité en tension ;
- Développer l'employabilité des participants en leur permettant de repérer et valoriser leurs compétences. Il s'agit aussi de leur permettre d'appréhender les « codes » des méthodes et entretiens de recrutement ;
- Mobiliser les participants vers la concrétisation du projet professionnel, à travers une approche concrète (immersion en entreprise, visites d'entreprises... ) ;
- Assurer un encadrement technique et un accompagnement renforcé des salariés en CDDI (chantiers d'insertion), en permettant le lien vers des actions de montée en compétences ou de formation et l'emploi direct. L'appel à projet doit participer à augmenter le temps d'accompagnement ;
- Fournir au stagiaire, à la fin de l'action, une feuille de route avec des objectifs à atteindre à court, moyen et long terme, qui pourront servir de base à l'élaboration du CER ou du PPAAE.

## **4 – Modalité et déroulement de l'opération**

### **A. Conditions de mise en œuvre :**

➤ Orientation obligatoire du Conseil Départemental, de Pôle Emploi ou des partenaires conventionnés, à l'aide des fiches d'orientation en vigueur. Si prise en charge de la personne, l'opérateur doit renvoyer, au service Insertion, la fiche de prescription assortie de la date du 1<sup>er</sup> RDV.

### **B. Transmission des informations**

↳ Chaque opérateur devra remettre une synthèse de l'intervention qu'il aura réalisée auprès de la personne suivie : il s'agit d'un bilan qualitatif précis avec préconisations sur la suite du parcours. Ces informations seront à transmettre, à la fois directement au référent de la personne bénéficiaire, et au service Insertion, dans le cadre du bilan de l'opération conventionnée à transmettre au terme de chaque **période de 3 mois**.

### **C. Modalité de mise en œuvre de l'accompagnement**

Au regard des objectifs de cette opération, un accompagnement personnalisé de 3 mois, sur des temps individuels, paraît approprié.

**L'accompagnement des CDDI par les ACI sera d'une durée de 4 mois, renouvelable 3 mois. Les ACI devront justifier du recrutement d'au moins 50 % des BRSA, sur orientation des Animateurs Départementaux pour l'Emploi (ADE), par le biais de la fiche de liaison transmise par ce dernier, ou par un recrutement direct, par le biais de la plateforme Tarn-et-Garonne Emploi.**

#### **↳ Durée et fréquence des rencontres :**

Cet accompagnement nécessite une régularité des rencontres (à minima 2 demi-journées par semaine). La durée totale de chaque accompagnement individuel ne saurait excéder trois mois, renouvelables une fois sur validation du service prescripteur, au vu du bilan à l'issue des trois mois (à l'exception des ACI).

L'accompagnement s'effectuera en coordination avec le prescripteur de l'action ; il devra s'inscrire dans un CER ou un PPAE et être en lien avec les démarches en cours avec les référents des situations. Les accompagnements doivent s'intégrer dans les parcours d'insertion des bénéficiaires concernés.

L'accompagnement vers l'emploi doit intégrer la réalité économique du territoire et s'attacher à mettre en corrélation les BRSA et le bassin d'emploi notamment par l'utilisation de l'outil T.G.E. « Tarn-et-Garonne Emploi » (métiers/secteurs en tension : agricole, transport et logistique, aide à la personne et à la collectivité, installation du numérique, hôtellerie-restauration, loisirs et animation, installation et maintenance, commerce, vente et grande distribution, construction), tout en tenant compte des problématiques potentielles de mobilité des participants.

#### **↳ Déroulement de l'action**

L'action peut comporter tous types d'activités participant à l'insertion sociale ou professionnelle.

#### **↳ Localisation de l'opération**

Un maillage territorial plus affiné et une implantation indispensable des opérations sur le périmètre des 5 Maisons Départementales des Solidarités sont souhaités :

<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maison des solidarités de</b>
<b>CAUSSE - NEGREPELISSE</b>	<b>MONTECH – VERDUN SUR GARONNE</b>	<b>CASTELSARRASIN - MOISSAC</b>	<b>BEAUMONT - VALENCE D'AGEN</b>	<b>MONTAUBAN</b>

**Un ou plusieurs lieux d'intervention pourront être identifiés par le porteur de projet qui présentera l'ensemble des métiers en tension, pour assurer un maillage territorial cohérent. Pour les opérateurs qui s'engageront sur un seul métier en tension, l'intervention s'effectuera sur l'ensemble du Département.**

#### **5 – Indicateurs de suivi et évaluation continue (opérationnalité)**

- Nature, nombre et durée des rencontres,
- Taux de démarrage de l'opération : nombre de suivis démarrés/nombre de prescriptions,
- Taux d'abandon,
- Situation à l'entrée,
- Durée moyenne d'accompagnement,
- Nature des sorties positives :
  - emploi de droit commun (CDI, CDD, emploi saisonnier, emploi temporaire)
  - emploi aidé
  - intégration dans une structure de l'insertion par l'activité économique
  - entrée en formation
  - recherche d'emploi ou de formation
  - autres types de sortie

Chaque opérateur pourra être amené à travailler avec le Conseil Départemental et les autres opérateurs conventionnés sur la formalisation des outils et méthodes permettant de repérer l'employabilité des bénéficiaires, ainsi que sur l'évaluation des opérations mises en œuvre pour en mesurer l'efficacité et l'efficience.

Aussi, chaque porteur de projet s'engage à participer aux différents temps de rencontre sur le Territoires des Maisons des Solidarités (MDS) et à travailler en collaboration avec le service Insertion du Conseil Départemental.

#### **6 – Coût de l'action (transparence financière)**

L'opérateur doit définir le coût de l'action proposée sur le territoire de son choix en précisant :

- 1 – le coût d'intervention horaire ou journalier affecté,
- 2 – le temps prévu en jours ou heures d'intervenants internes ou externes à son organisme,
- 3 – le coût par stagiaire.

Les dépenses prises en considération dans le calcul de la participation financière correspondent aux coûts directs (dépenses de personnel et charges de structure) liés exclusivement à la réalisation de cette action.

**Toutefois, le budget prévisionnel devra être équilibré et réaliste et une recherche de pluri-financements ou autofinancement paraît nécessaire à partir de 7 000€. Le budget prévisionnel doit refléter fidèlement l'analyse des besoins et des ressources nécessaires à la réalisation de l'action.**

## **7 – Suivi de l'action et procédure de paiement (traçabilité)**

Chaque opérateur devra respecter la procédure suivante :

- renvoyer les conventions dans le délai imparti uniquement par courrier (signatures originales)
- utiliser les formulaires, documents et outils transmis par le Conseil Départemental pour effectuer, 2 fois par an (minimum), les rapports et demandes de remboursements relatifs aux actions menées et dépenses correspondantes,
- remettre ces éléments aux dates convenues dans la convention, accompagnés des pièces nécessaires (liste annexée à la convention),
- accepter de se soumettre à toute vérification préalable des éléments et pièces transmis et à tout contrôle sur place, mené par les services du Conseil Départemental ou services agréés, dans le cadre des règlements en vigueur.

## **8 – Respect des obligations (conformité)**

En cas de non respect de ces obligations et de celles décrites dans la convention, le service Insertion sera à même de demander la suspension de tout paiement ou la résiliation de la convention.

**ATTENTION**

**Le dossier est à remettre OBLIGATOIREMENT**

\* En format papier, à remplir et à envoyer :

HOTEL DU DEPARTEMENT  
Pôle des Solidarités humaines  
Direction de la Cohésion sociale – service insertion  
**APPEL A PROJETS PDI – Objectif Emploi**  
100 boulevard Hubert Gouze  
BP 783  
82013 MONTAUBAN cédex

\* Par mail à [rsa-insertion@tarnetgaronne.fr](mailto:rsa-insertion@tarnetgaronne.fr)

**Pour tout renseignement, vous pouvez nous adresser vos questions à l'adresse mail [rsa-insertion@tarnetgaronne.fr](mailto:rsa-insertion@tarnetgaronne.fr) avant le 15 septembre 2023.**

**Les réponses seront apportées sur le site du Conseil Départemental du Tarn et Garonne.**

**Les dossiers seront acceptés, sous la forme requise, jusqu'à la date du 13 octobre 2023, minuit.**

**Les dossiers reçus hors délais seront déclarés irrecevables.**

**Les critères de sélection :**

**Un scoring sera établi : une note minimale de 10/20 sera requise pour que les projets soient étudiés.**

✎ **Les opérations seront examinées en fonction des critères suivants : (10 points)**

- 1er critère : Répondre aux critères et objectifs identifiés par le Département et précisés ci-dessus (4 points).

- 2ème critère : Prévoir les modes d'intervention pour maintenir la continuité de l'accompagnement des publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle (1 point).

- 3ème critère : Capacité de la structure à suivre et respecter les exigences qualitatives et de gestion, notamment en terme de suivi des publics et d'évaluation des parcours (2,5 points).

- 4ème critère : la capacité matérielle et financière de la structure. L'adéquation des moyens et des personnels avec les actions proposées, l'expérience de la structure et des intervenants (compétences et qualifications), montant de la demande de fonds de concours (2,5 points).

### 👉 **Points de bonification pour le classement des projets (10 points)**

- Montant de la subvention sollicitée : bonification si le coût par stagiaire est inférieur à 1 000 euros (2 points) ;
- Tout projet au dessus de 7 000 euros devra présenter un cofinancement (2 points)
- Impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire (1,5 points) ;
- Maillage territorial et ciblage plus spécifique du public ou de zones géographiques, en réponse à un besoin particulier. Prise en compte des caractéristiques du territoire (rural, isolé, zone urbaine sensible,...) (1 point)
- Effet levier pour l'emploi (1,5 points) ;
- Prise en compte de la question environnementale et de ses conséquences dans le projet (1 point)
- Cohérence avec d'autres programmes ou dispositifs mis en œuvre sur le territoire (1 point)

Le service insertion se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toutes pièces complémentaires utiles, par écrit ou par téléphone.

L'absence d'élément de réponse détaillé au dossier de présentation du projet peut constituer un motif de rejet de la demande de fonds de concours.

**S'il est retenu, le porteur de projets fera l'objet d'un conventionnement pour la période 2024, sous réserve des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions menées. Il pourra, éventuellement, faire l'objet d'un avenant à la convention initiale pour 2025-2026.**

### **Le calendrier de la procédure :**

- Appel à projets en ligne : **du 1<sup>er</sup> septembre au 13 octobre 2023**
- Instruction des dossiers : **du 16 octobre au 20 octobre 2023**
- comité de sélection : **entre le 23 octobre et le 27 octobre 2023**
- Diffusion des résultats : **à compter du 30 octobre 2023**